*Montreuil, le 26 juin 2026*

# SAMU SOCIAL 75
# Canicule : quel choix fait le gouvernement ?

**« Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, c'est un acte de justice. »**

L'UFAS-CGT apporte son soutien aux professionnel·le·s du Samu social de Paris, en grève reconductible depuis le 23 juin. Cette mobilisation témoigne, une fois de plus, du manque de considération, voire du mépris, du gouvernement à l'égard des professionnel·le·s qui accompagnent les personnes les plus précaires.

Dans un contexte de fortes chaleurs et d'épisodes caniculaires qui mettent directement en danger la santé, voire la vie, des personnes sans domicile, des familles en grande précarité, des personnes âgées isolées et, plus largement, de toutes celles et ceux qui n'ont pas accès à un logement digne et adapté, le gouvernement poursuit pourtant ses politiques d'austérité. Il fait aujourd'hui le choix de supprimer des places d'hébergement et de réduire les moyens consacrés à l'accueil des personnes les plus précaires, alors même que les besoins explosent.

Depuis des années, les professionnel·le·s alertent sur le manque croissant de moyens pour répondre aux besoins. De nombreuses études montrent d'ailleurs que les épisodes de fortes chaleurs sont aujourd'hui plus meurtriers que le froid pour les personnes sans domicile ou vivant dans des conditions de grande précarité. Au-delà de la seule canicule, c'est toute la prise en charge des personnes les plus fragiles qui est remise en cause. Les politiques d'austérité conduisent chaque jour davantage les professionnel·le·s à gérer la pénurie, à devoir renoncer, prioriser, sélectionner, faute de moyens suffisants. Une logique insupportable pour celles et ceux dont le métier consiste précisément à protéger et accompagner.

Alors que la France traverse une crise sociale majeure, le gouvernement fait le choix de sacrifier les plus précaires plutôt que de garantir l'effectivité des droits fondamentaux. Les professionnel·le·s ne peuvent plus se taire.
Elles et ils refusent d'appliquer des consignes qui vont à l'encontre même de l'éthique du travail social et de l'accès inconditionnel aux droits. Faire le choix de travailler dans le social n'est jamais anodin. Nous refusons de stigmatiser, de dénigrer ou de choisir qui mérite d'être accompagné·e, soutenu·e ou protégé·e. Les politiques menées ces dernières années remettent profondément en cause les valeurs qui fondent l'engagement des travailleuses et travailleurs sociaux.

Nous avons une responsabilité collective : défendre les plus fragiles, les plus démuni·e·s et les personnes en grande précarité face à une société qui organise toujours davantage l'exclusion et l'abandon des services publics.

Cette crise dépasse largement le seul Samu social de Paris. Elle touche aujourd'hui l'ensemble du secteur social et médico-social : hébergement d'urgence, protection de l'enfance, handicap, insertion, accompagnement social, santé, aide à domicile... Partout, les mêmes politiques produisent les mêmes effets : sous-financement chronique, dégradation des conditions de travail, perte de sens et recul des droits des personnes accompagnées.

L'UFAS-CGT interpelle le ministère sur la situation dramatique des personnes en grande précarité et des professionnel·le·s qui les accompagnent.

L'UFAS-CGT apporte tout son soutien aux salarié·e·s du Samu social de Paris, qui refusent de devenir les exécutant·e·s des politiques d'austérité. Leur combat est celui de tout le travail social : défendre les droits des personnes les plus précaires, obtenir les moyens d'exercer correctement leurs missions de service public et gagner la reconnaissance salariale et professionnelle que mérite l'ensemble du secteur.

L'UFAS-CGT appelle l'ensemble des syndicats, des professionnel·le·s et des travailleuses et travailleurs du secteur social et médico-social à rejoindre et amplifier les mobilisations, notamment le 30 juin pour Paris

Un autre monde est possible.

**Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale** / Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX / Tél : 01.55.82.87.61 / ufas@sante.cgt.fr